

LA PRODUCTION DE LA « VILLE LATINO-AMÉRICAINES »
Adrián Gorelik et Marie-France Prévôt-Schapira

ESKA | « Problèmes d'Amérique latine »

2018/3 N° 110 | pages 17 à 37

ISSN 0765-1333

ISBN 9782747228190

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2018-3-page-17.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA.

© ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA PRODUCTION DE LA « VILLE LATINO-AMÉRICAINES »¹

Adrián GORELIK²

« LA VILLE LATINO-AMÉRICAINES » COMME CATÉGORIE

Tout comme l'expression « culture latino-américaine » ou la notion d'« Amérique latine », l'idée de ville latino-américaine n'est claire que si l'on s'éloigne de quelque référence réelle. Quelle ville entrerait avec évidence dans cette catégorie : La Havane ou Caracas, Montevideo ou Mexico, Cuzco ou Buenos Aires ? Ce qui définit l'une s'applique difficilement à l'autre. Et la difficulté ne concerne pas seulement les différentes réalités urbaines nationales. Comment regrouper dans une même catégorie, Ouro Preto, São Paulo et Brasília au Brésil ou Carthagène et Bogotá en Colombie ? Quelle sorte de « ville latino-américaine » incarnerait chacune d'entre elles ? Quelle carte cet ensemble dessinerait-il ? Si chaque ville présente des qualités différentes qui rendent déjà difficile leur intégration dans une catégorie englobante, il serait encore plus absurde de la définir à partir d'un idéal de représentation d'un ensemble de caractéristiques qu'on lui attribuerait comme une espèce de Frankenstein urbain : tellement absurde qu'on arriverait ainsi rapidement à la conclusion que l'unique ville latino-américaine réellement existante est Miami. En effet, la régularité du plan en damier nord-américain, qui se distingue au premier coup d'œil de n'importe quelle ville latino-américaine « réelle » a vu, dans les dernières décennies, se développer à Miami de multiples fragments de cultures urbaines de pays latino-américains, de sorte que depuis « La Petite Havane » et d'autres après elle, se sont formés des morceaux de paysages urbains dominicain, portoricain, mexicain, argentin. La ville peut être parcourue comme un parc à thèmes « latino-américain ».

1. Cet article a été publié en portugais dans la revue *Tempo social, Revista de Sociologia da USP*, Volumen 17, N° 1, São Paulo, juin 2005, pp. 111-133.

2. Université Nationale de Quilmes / CONICET.

Ainsi, de même que la culture du divertissement a construit à Las Vegas un énorme hôtel « analogue » à la ville de New York (avec la statue de la liberté et les édifices les plus emblématiques à échelle réduite), la culture des migrations a converti Miami en une espèce de « capitale latino-américaine analogue » réunissant tout ce qu'il est impossible de trouver en Amérique latine même, comme seul peut le faire un programme de MTV³.

La « ville latino-américaine » ne peut, donc, être comprise comme une réalité naturelle, ni comme une catégorie explicative de la diversité des villes réellement existantes en Amérique latine. En même temps, on doit cependant constater que la « ville latino-américaine » existe, mais d'une autre manière, non pas comme une ontologie, mais comme une construction culturelle. Durant des périodes spécifiques de l'histoire, l'idée de la « ville latino-américaine » a eu la capacité de fonctionner comme une catégorie de la pensée sociale, une figure de l'imaginaire intellectuel et politique dans de vastes régions du continent, et c'est comme telle qu'elle peut être étudiée. Ses itinéraires conceptuels et idéologiques ainsi que ses fonctions politiques et institutionnelles peuvent être reconstruits dans chacune des conjonctures de la région. De fait, ceci n'est pas très différent de ce que l'on pourrait dire de l'Amérique latine elle-même, et la proposition d'étudier ces catégories dans leur production et dans leur réalisation historique pourrait être retenue comme une proposition plus pertinente pour les études latino-américaines.⁴

Mais arrêtons-nous sur cette définition de la « ville latino-américaine » comme construction culturelle. Malgré le caractère artificiel de cette catégorie, l'idée de construction culturelle cherche aussi à offrir une alternative à la notion d'« invention », en vogue dans les études historiques visant à mettre en évidence des processus historiques qui ont été occultés par les protagonistes eux-mêmes et que l'histoire a naturalisés. Cependant dans le contexte latino-américain, la notion d'« invention », comme notion utilisée par l'historien, court le risque de ne pas pouvoir rendre compte de la forte conscience avec laquelle les élites ont mis en avant, à maintes reprises, la nécessité d'invention. Elles ont soutenu que cette nécessité d'inventer était liée au faible degré de consistance qu'elles

3. Je reprends ici librement la proposition de Aldo Rossi de « ville analogue ». Ce dernier cherchait à construire, à la fin des années 1960, une notion qui lui permettrait de comprendre la ville comme un assemblage d'architectures et de représentations, englobant la ville matérielle et ses mémoires, ses représentations culturelles et ses imaginaires urbains (cf. la mention qu'en fait Aldo Rossi en 1969 dans le prologue à la seconde édition de *L'Architettura della città*, et le développement présenté à la Biennale de Venise en 1976 lors de la table ronde « La città analoga »). J'ai repris cette notion dans beaucoup de mes travaux comme un outil pertinent pour analyser la culture urbaine, alors que je constatais sa « réalisation » dans de nombreuses opérations de revalorisation qui concevaient la culture urbaine comme un ingrédient du « branding ».

4. J'ai abordé cette question dans « El comparatismo como problema: una introducción », en *Prismas. Revista de historia intelectual* N° 8, Buenos Aires Universidad Nacional de Quilmes, 2004.

rencontraient dans la réalité latino-américaine. Il y a peu de choses en Amérique latine – et c’est encore plus vrai pour « la ville latino-américaine » depuis ses origines – qui n’ont pas été proposées délibérément comme des inventions et l’usage de ces catégories à des fins analytiques peut aboutir à occulter ce processus conscient d’invention. « Inventer des habitants avec des maisons neuves » : ainsi se résumait la formule politico-urbaine de Domingo Faustino Sarmiento pour l’Argentine de la seconde moitié du XIX^e siècle. Cette volonté – et la conscience même de cela – ne se limite pas au constructivisme des fondateurs de la nationalité moderne, comme l’a démontré un siècle plus tard Angel Rama, quand dans les célèbres réunions de Campinas en 1983 il affirma que « l’Amérique latine continue à être un projet d’avant-garde qui attend sa réalisation concrète »⁵.

Loin donc de fonctionner comme une ingénieuse découverte de l’historien ou du critique, la notion d’invention devrait nous renvoyer nécessairement à une large tradition latino-américaine, nous obligeant, en même temps, à en problématiser les présupposés idéologiques : l’idée de l’Amérique latine comme un continent neuf, sans histoire, et par là même d’un « continent vide », tant dans sa version pessimiste (le fatalisme tellurique de la recherche d’identité) qu’optimiste (la vision d’une Amérique laboratoire de l’expérimentation sociale et politique, un continent « condamné à la modernité », selon l’expression de Mario Pedrosa) ; l’idée que toute innovation et tout progrès se frayent un chemin dans ces terres à travers une violence culturelle productive, comme en rend compte la métaphore utilisée au XIX^e siècle pour imaginer l’introduction de la civilisation par « greffe » de population européenne ; la conviction qu’avaient les élites de leur capacité à imposer progressivement ces nouvelles réalités. Il faut ajouter – ce qui est fondamental et pose des limites strictes à toute entreprise interprétative – que ces programmes et ces visions idéologiques ont eu la force, telles des prophéties auto-réalisatrices, de produire des effets très palpables, transformant la réalité de manière radicale, même si les résultats n’ont jamais coïncidé avec les desseins originels.

La relation entre la proposition qui était celle des intellectuels du XIX^e siècle dans le sud de l’Amérique, de propager la civilisation par « greffe », et les politiques migratoires qui ont été mises en place au tournant du XX^e siècle dans des pays comme l’Argentine est bien connue. Et, face à une réalité qui ne semblait pas répondre aux aspirations raciales, politiques et culturelles de leur projet, le bilan que dressèrent les groupes dirigeants de ce processus fut consternant. Mais les villes et les régions affectées par ce processus migratoire bien réel se transformèrent profondément, entraînant de nouveaux problèmes et de nouveaux projets. De sorte que la conscience très souvent tragique de ce décalage entre projet et réalité

5. Cité par Gonzalo Aguilar, “Ángel Rama y Antonio Candido: salidas del modernismo”, en Raúl Antelo (edit.), *Antonio Candido y los estudios latinoamericanos*, Serie Críticas, Instituto Internacional de Literatura Iberoamericana, Universidad de Pittsburgh, 2001, pp. 71-94.

est une autre constante de l'histoire intellectuelle latino-américaine. La ville latino-américaine est, en raison même de son origine « par greffe », le meilleur exemple de cette relation riche et contradictoire entre la volonté de projection et l'existence réelle, comme l'a montré, il y a déjà longtemps, José Luis Romero dans *Latinoamérica, las ciudades y las ideas*. Un des thèmes les plus consistants qui parcourent ce livre magnifique est la difficile coexistence entre les représentations et les réalités, entre ce qui reste du dessein programmatique, incomplet et dénié et la propre réalité que le récit de l'échec a contribué, à bien des égards, à forger⁶.

Dans ce sens, ce travail défend l'idée que la « ville latino-américaine » se « produit » comme une construction culturelle. La « ville latino-américaine » exista tant qu'il y eut la volonté intellectuelle de construire un objet de connaissance et d'action, tant qu'il y eut des théories pour la penser, des acteurs et des institutions disposés à rendre effective cette vocation.

À PROPOS DE LA CONJONCTURE HISTORIQUE DE « LA VILLE LATINO-AMÉRICAINES »

Notre hypothèse est que ces conditions spécifiques, qui s'articulèrent entre elles pour produire la catégorie de « ville latino-américaine », ont eu lieu dans une conjoncture particulière, entre les années 1950 et 1970.

Non pas que la ville n'ait pas toujours été présente dans l'agenda de la pensée sociale des pays latino-américains. Mais jusque dans les années 1940, elle a été considérée dans son contexte national, comme on peut le voir dans le courant romantique pour qui la ville incarnait l'idéal civique sur lequel devait s'arrimer l'organisation de l'Etat national et la citoyenneté moderne, tout comme dans le courant identitaire des années 1930, pour qui les maux de la ville apparaissaient comme ceux de la nation. Et de nouveau, à partir des années 1980, la « ville latino-américaine » a cessé d'exprimer une réalité théoriquement féconde. Depuis lors, la figure de la « ville latino-américaine » se voit traversée par une ambivalence paralysante entre deux pôles opposés.

D'une part on parle de « ville latino-américaine » quand on se réfère, d'une manière générale, aux grandes métropoles et à leurs problèmes urgents : pauvreté, marginalité, fragmentation et violence, taudification des centres historiques, urbanisation incontrôlée des campagnes, déséquilibres régionaux. D'autre part, ces dernières années, s'est développée une quantité importante d'études – historiques, sociologiques, anthropologiques, urbanistiques – sur certaines villes d'Amérique latine qui tendent à démontrer l'impossibilité ou à tout le moins le faible intérêt des comparaisons et des généralisations. De sorte que quand nous parlons de la « ville latino-américaine », nous nous situons dans le registre de la dénonciation

6. José Luis Romero, *Latinoamérica, las ciudades y las ideas*, Siglo XXI, Buenos Aires, 1976.

catastrophiste dans le sens où l'entendait Albert Hirschmann. Celui-ci, il y a déjà de nombreuses années, interprétait la volonté politique qui sous-tendait le vertige des chiffres des documents de la CEPAL comme une dramatisation de la situation des pays latino-américains, ayant pour objectif de stimuler l'action nationale comme internationale.⁷ Mais en même temps, nous ne pouvons pas ne pas maintenir une certaine distance septique sur la possibilité de parler d'une « ville latino-américaine » parce que nous savons que les arguments que nous avançons sont fondamentalement attachés à la ville que nous connaissons le mieux ou inversement, parce que nous ne reconnaissons pas celle-ci dans ceux-là. Quoi qu'il en soit, nos appels à la « ville latino-américaine » oscillent entre la nécessité politique de l'identité et la dénonciation, le scepticisme académique de la différence et la circonspection.

Dans les années 1950-1970, *a contrario*, la « ville latino-américaine » a non seulement existé mais a fonctionné comme une véritable pompe aspirante pour une série de figures, de disciplines et d'institutions qui dessinaient la nouvelle carte intellectuelle, académique et politique de la pensée sociale latino-américaine, dans un de ses moments les plus riches et les plus productifs. De manière générale, les polémiques qui traversèrent cette carte intellectuelle sont assez bien connues, de la théorie du développement à celle de la dépendance, du réformisme modernisateur aux positions révolutionnaires ainsi que leur impact sur toutes les dimensions de la vie culturelle, des sciences sociales, de l'art et de la littérature. Moins connu, en revanche, est le rôle joué par la problématique de la ville latino-américaine dans la structuration de cette carte et dans la construction des agendas politiques et intellectuels, au moment même où les villes latino-américaines comme réalités urbaines se constituaient en scènes d'application de ces agendas et en moteurs des transformations politiques et sociales.

Il convient de nous arrêter sur l'exemple du Venezuela pour mieux comprendre la signification de la simultanéité des processus : de la construction de la ville comme problème démographique, social et politique et de la mise en œuvre de politiques spécifiques pour la ville et le territoire, en prise avec les connaissances internationales disponibles et les recherches sur la thématique de la ville en sciences sociales les plus en pointe du moment. Caracas, et plus généralement le système urbain-territorial vénézuélien illustre parfaitement ce propos. Entre les années 1940 et 1960, Caracas connaît une croissance « explosive », sa population double presque tous les dix ans (de 350 000 habitants en 1941 à 690 000 en 1951, à 1,3 million 300 000 en 1961 et à 2,2 millions 200 000 en 1971, date à laquelle s'amorce la baisse du taux de croissance)⁸. De manière quasi simultanée,

7. Albert Hirschmann, "Ideologías del desarrollo económico en América Latina" (1961), en *Desarrollo y América Latina. Obstnación por la esperanza*, Fondo de Cultura Económica, México, 1973.

8. Cf. Marco Negrón, *Ciudad y modernidad, 1936-2000. El rol del sistema de ciudades en la modernización de Venezuela*, Ediciones Instituto de Urbanismo, FAU – UCV, Caracas, 2001.

depuis la seconde moitié des années 1940, avec la création d'institutions comme la Commission nationale d'urbanisme en 1946, la Corporation vénézuélienne de développement en 1947 et le Bureau central de coordination et de planification en 1958, les thèmes de la planification urbaine et régionale font l'objet d'un examen systématique. Car, en raison de la richesse pétrolière considérable, largement investie, depuis la dictature de Pérez Jiménez, dans des politiques publiques de logement et d'infrastructure urbaine et territoriale, le Venezuela a pu compter sur la présence *in situ* des principales figures internationales, de Maurice Rotival appartenant à la vieille tradition de l'urbanisme, à Francis Violich et John Friedmann pour les différentes générations des planificateurs contemporains. Ceux-ci réaliseront des études et formuleront des propositions en interaction avec les experts et les institutions locales⁹. A tel point que l'expérience du « pôle de développement » de Ciudad Guayana, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, conçue par une des équipes les plus renommées de l'époque, celle du Joint Center for Urban Studies du MIT et de Harvard, avec Lloyd Rodwin parmi les figures dirigeantes, doit être considérée comme une des expériences mondiales les plus avancées de son temps. Avec la création de la Société vénézuélienne de planification en 1958 et du Centre d'études du développement (CENDES) de l'Université centrale du Venezuela en 1960, tous ces processus vont être dirigés, analysés et discutés par les différentes équipes d'experts en sciences sociales, dans une intense et féconde confraternité latino-américaine et internationale sous les auspices de la CEPAL et de la Société interaméricaine de planification (SIAP). Les séjours d'études et de recherche au CENDES de figures telles que Fernando Henrique Cardoso et Milton Santos ou encore les cours d'économie spatiale de Walter Isard sont célèbres. Ces cours se déroulent dans un milieu local très internationalisé. Le CENDES fut fondé par le chilien Jorge Ahumada et dans les premières années, on trouvait parmi les personnalités le péruvien Eduardo Neira, travaillant en collaboration, entre autres, avec les vénézuéliens Fernando Travesio ou Luis Lander. Cette dynamique s'est amorcée dans les années 1960, au commencement des dictatures militaires dans le Cône sud, quand Caracas fut, avec Mexico, un des principaux lieux d'accueil de l'exil intellectuel.

De sorte que l'on pourrait dire que le système urbain et territorial vénézuélien, en même temps qu'il se transformait de manière radicale, fonctionnait simultanément comme un laboratoire pour les théories qui étaient en train de s'élaborer et comme un lieu de formation d'une internationale latino-américaine d'experts en sciences sociales et urbaines. Bien sûr, des villes comme Buenos Aires, Montevideo ou São Paulo étaient déjà des métropoles importantes dans les années 1950, mais leur conversion en

9. Cf. Juan José Martín Frechilla, *Planes, planos y proyectos para Venezuela: 1908-1958. (Apuntes para una historia de la construcción del país)*, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 1994; Sonia Barrios, *El moderno estado intervencionista en Venezuela. El caso de la Corporación Venezolana de Fomento*, CENDES, Caracas, 1998; y Ocarina Castillo D'Imperio, *Los años del Buldózer. Ideología y política, 1948-1958*, Fondo Editorial Tropykos, Caracas, 2003.

« cas d'étude » pour une théorie de la « ville latino-américaine » est rendue possible dans le contexte de l'explosion urbaine qui touche l'ensemble du continent.

Dans ce sens, « la ville latino-américaine » (comme catégorie de pensée et comme réalité urbaine, sociale et culturelle) n'éclaire pas seulement des aspects peu connus de cette période, elle lui fournit aussi une nouvelle intelligibilité. Elle offre des clés de lecture des parcours suivis, en pointant les institutions auxquelles elle a donné naissance, les réseaux intellectuels et les projets d'intervention, comme partie intégrante d'un processus historique complet et cohérent, à travers lequel a été formulée, peut-être, avec la plus forte intensité, l'idée d'« Amérique latine » comme « projet », pour reprendre la formule de Rama, éminent protagoniste de ce cycle. Ainsi, la « ville latino-américaine » pourrait se penser comme la pièce manquante qui permet de comprendre toute cette période comme un « cycle » de l'imagination sociale latino-américaine, un cycle qui trace un arc complet entre les différentes positions, allant de l'optimiste modernisateur de la planification jusqu'à sa critique radicale.

Ce cycle s'est produit au croisement des deux facteurs suivants. D'une part, la consolidation de la sociologie fonctionnaliste et de la théorie de la modernisation qui, s'appuyant sur la théorie wébérienne de la modernité, voient la ville comme le moteur de la modernisation sociale, en étroite relation avec le développement des forces productives et la consolidation des pouvoirs politiques centralisés. D'autre part, l'explosion urbaine dans le Tiers-monde qui a été la grande nouveauté sociologique de l'après-guerre et à laquelle les théories de la modernisation et les politiques de développement ont consacré une large part de leur énergie. Aujourd'hui, nous pouvons voir à quel point ces deux dimensions de la pensée et des dynamiques urbaines forment l'équation de l'époque, car la manière d'affronter en termes fonctionnalistes cette explosion urbaine inédite dans des pays qui ne connaissaient pas un développement industriel ou politique semblable à celui de l'Europe impliqua une interprétation nécessairement partielle de Weber. Ainsi, la modernité qui avait été originellement pensée comme un processus historico-culturel, se voit convertie en une technique complexe de diffusion de la civilisation industrielle érigée en modèle de développement universel : la modernisation.¹⁰ C'est alors que la ville peut apparaître comme une machine à promouvoir et à diffuser des modes de vie modernes absents de ces régions (les fameux pôles de développement), et l'Amérique latine comme une région privilégiée pour le changement, un terrain d'expériences à la mesure de l'hypothèse modernisatrice. Car, à la différence des autres régions du Tiers-monde, il s'agissait d'un continent incorporé *ab initio* à la modernité occidentale, et en raison de son incorporation originelle, sans doute pour la première fois dans l'histoire humaine à cette échelle, la ville y avait joué le rôle d'avant-poste dans un territoire hostile.

10. Je reprends ici l'analyse de Jürgen Habermas sur le passage instrumental de la « modernité » wébérienne à la « modernisation » fonctionnaliste, dans *El discurso filosófico de la modernidad*, Taurus, Buenos Aires, 1989.

Alors s'est posée une question centrale : comment accélérer l'urbanisation sans exacerber les problèmes qui sont associés à la croissance urbaine ? Mais cette question était accompagnée d'une grande espérance : si « le développement de l'urbanisation dans les pays plus avancés s'était réalisé sous une forme non souhaitée, régulée seulement par les forces du marché », ce qui s'était traduit par « un coût élevé en souffrance humaine », à l'inverse dans les pays en voie de développement, « une planification intelligente et prospective » serait en mesure de l'éviter.¹¹ Dans les années 1950 et une partie des années 1960, l'Amérique latine apparaissait encore au regard du monde occidental comme le lieu où pouvait se mettre en place une vraie modernisation, évitant le prix payé par les pays développés au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il suffisait seulement de recenser les problèmes et de formuler les questions, de former les techniciens et d'étudier les réponses appropriées, pour asseoir sur une base solide – scientifique – les plans avec lesquels les gouvernements espéraient agir.

La « ville latino-américaine » a donc été produite comme une figure-clef de la théorie sociale, dans la ligne théorique du fonctionnalisme nord-américain « panaméricanisée » de l'après-guerre, au sein d'un réseau dense d'institutions (UNESCO, CEPAL, SIAP, fondations Ford et Rockefeller, etc.). Cela a eu deux conséquences fondamentales. Premièrement, une bonne partie des catégories qu'ont produit les scientifiques sociaux, spécialement nord-américains, construisent la ville latino-américaine comme un laboratoire. Deuxièmement, le champ des sciences sociales latino-américaines s'édifie sous ce parrainage, et dans cette tension opérationnelle qui portera le nom de planification. Un exemple saillant de la première conséquence est le fait que deux catégories-clefs parcourent ce cycle, continuum folk-urbain (la théorie d'un processus de civilisation en tension entre un pôle traditionnel et un pôle moderne, commun à l'humanité toute entière), et culture de la pauvreté (qui cherche à montrer que l'existence d'une « culture » des migrants ruraux introduit la tradition comme part indissociable de la modernité urbaine). Celles-ci sont produites respectivement par Robert Redfield et Oscar Lewis, à partir de l'observation des processus de transformation urbain-territoriaux au Mexique (au Yucatán, à Tepotzlán et dans la ville de Mexico) comme partie d'un débat central sur le rôle fondamental des migrations paysannes dans les processus de modernisation, dans le droit fil de l'École sociologique de Chicago.¹² Un exemple clair de la seconde conséquence est la présence des thèmes urbains et régionaux dans les agendas des institutions latino-américaines de sciences sociales dès leur création, ou encore les relations entre développement et planification urbaine et

11. Philip Hauser (edit.), *La urbanización en América Latina*, Solar / Hachette, Buenos Aires, 1967 (issu de *Seminario sobre problemas de urbanización en América Latina* à Santiago de Chile en 1959).

12. Oscar Lewis est aussi un bon exemple de l'importance politique de ces recherches. La réaction au livre le plus connu, *Los hijos de Sánchez*, un reportage anthropologique sur tous les membres d'une famille de migrants a coûté à l'argentin Arnaldo Orfila Reynal qui l'avait publié en 1964 en espagnol son poste de directeur fondateur de la maison d'édition mexicaine, Fondo de Cultura Económica.

régionale dans les politiques publiques des pays latino-américains dans les années 1950 et 1960, sous les auspices de la CEPAL ou de la Banque interaméricaine de développement (BID).

Curieusement, et en contradiction avec une bonne partie des représentations schématiques du fonctionnalisme, tout ce déploiement n'a pas manqué d'un fort volontarisme constructiviste. Le *mainstream* de la pensée sociale a alors fait sien un aspect traditionnel de l'imaginaire latino-américain, en déposant dans le continent une série d'aspirations qui le convertissait de nouveau en une terre promise pour la construction *ex novo* de l'Occident, comme le montre la création de villes nouvelles, telles Ciudad Guayana déjà mentionnée, et plus encore Brasília, la ville de la modernité comme seul un pays « condamné à la modernité » pouvait le faire.

Ainsi, dans une sorte de condensé des convictions de l'époque, Jorge Enrique Hardoy pouvait encore soutenir en 1965 que : « La fonction intégratrice et la valeur symbolique de Brasília pour le Brésil, l'impact géopolitique de la route de la forêt au Pérou, les grandes routes qui unissent l'intérieur du Paraguay et de la Bolivie avec les ports du Brésil et de l'Argentine, la route panaméricaine, les grands projets hydroélectriques partout, la régionalisation du Venezuela revendiquant le bien-fondé d'un nouveau et grand pôle de développement à Ciudad Guayana, démontrent que l'Amérique latine est en train de repousser ses propres frontières. Et, sans aucun doute, de nouveaux centres de peuplement et un système d'urbanisation complémentaire à celui existant surgiront, comme l'expression de la nouvelle Amérique latine qui se libère du passé et cherche dans l'idée d'intégration l'expression de sa modernisation »¹³.

LA LOGIQUE DIALECTIQUE DU CYCLE DE LA « VILLE LATINO-AMÉRICAINES »

Durant cette première phase du cycle de la « ville latino-américaine », les principaux thèmes sont liés au problème du passage de la société préindustrielle à la société moderne, en particulier dans sa version latino-américaine (c'est-à-dire comme un exemple des régions ou des pays qui « arrivèrent après » le moment de la « grande transformation », selon les termes de Karl Polanyi utilisés par le fonctionnalisme pour comprendre le développement).¹⁴

D'une part, les études sur le processus de migration ont d'abord observé les conséquences de la présence des groupes de migrants dans la ville (tout particulièrement dans les *villas miseria*, les *barriadas*, *favelas* et autres

13. Jorge Enrique Hardoy, «El rol de la urbanización en la modernización de América Latina» (Cornell University, 1965), en J. E. Hardoy, *Las ciudades en América Latina. Seis ensayos sobre la urbanización contemporánea*, Paidós, Buenos Aires, 1972.

14. Cf. Karl Polanyi, *La gran transformación* (1945), Editorial Claridad, Buenos Aires, 1947. Voir son usage dans le cadre de notre travail, in Gino Germani, «La ciudad, el cambio social y la gran transformación», en Gino Germani (comp.), *Urbanización, desarrollo y modernización*, Paidós, Buenos Aires, 1976.

noms qui furent donnés aux concentrations d'habitat misérable, principal témoin de l'explosion urbaine depuis les années 1940 et 1950), pour dans un second temps, s'intéresser au lieu de départ (le petit bourg rural) et aux raisons de la migration. Tout un agenda thématique et politique en est issu, depuis les études sociologiques sur les relations entre population « marginale » (un des termes les plus polémiques) et économie (la question de l'économie informelle dans les services comme caractéristique de la « ville latino-américaine »), entre population marginale et culture politique (le travail classique de Germani sur le populisme), jusqu'aux politiques publiques de logement social et d'urbanisation qui caractérisaient les propositions de développement. Les années 1950 et 1960 connaissent la production d'un remarquable corpus de travaux, se situant dans le champ défini par la controverse Redfield-Lewis, depuis les travaux pionniers de José Matos Mar au Pérou jusqu'à ceux de Harley Browning au Mexique. Le titre de la publication de l'argentin Jorge Balán, qui travailla avec Browning vers la fin des années 1960, montre l'influence du tournant *lewisiano* : « *Are Farmer's Sons Handicapped in the City ?* »¹⁵. Dans ces mêmes années, un corpus remarquable de propositions est également produit pour trouver une solution au « problème du logement », articulant la tradition de l'avant-garde architecturale du XX^e siècle avec les débats politiques et sociologiques sur l'Amérique latine. L'expérience du PREVI-Lima, en 1966, constitue un moment théorique et politique majeur¹⁶.

D'autre part, dans le sillage des idées de la CEPAL en relation avec la ville et le territoire, surgit la question de comment accélérer la modernisation, en tenant compte des réalités imposées par « l'explosion démographique », dans un contexte de « sous-développement », mais avec une confiance absolue dans la possibilité d'une solution fondée sur l'injection de politiques publiques réformistes, mises en cohérence par la planification régionale.

15. Matos Mar présente une première analyse des *barriadas* liméniennes au séminaire de Santiago du Chili en 1959 (cf. Philip Hauser, *op. cit.*). Gino Germani y présente également les premiers résultats de sa recherche dans le quartier ouvrier de Isla Maciel à Buenos Aires. Cette recherche occupe une place mythologique dans l'origine de la recherche sociologique « scientifique » en Argentine. Plus tard, Matos Mar publiera l'ensemble de son travail sur *Las barriadas de Lima 1957*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1978. Cf. aussi José Matos Mar, *Estudio de las barriadas limeñas*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1966 et *Urbanización y barriadas en América del Sur*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1968. Browning réalise une recherche démographique sur le Mexique, *Urbanization in Mexico*, Universidad de California, Berkeley, 1962, puis une série de travaux de recherche sur Monterrey. On peut citer le livre de Jorge Balán, Harley Browning et Elizabeth Jelin, *Men in a Developing Society: Geographic and Social Mobility in Monterrey*, The University of Texas, Austin, 1973.

16. Cf. Anahi Balent, « *Learning from Lima*. PREVI, Perú: habitat popular, vivienda masiva y debate arquitectónico », *Block N° 6*, CEAC-UTDT, Buenos Aires, mars 2004. Pour Ballent, le débat sur le logement collectif décrit un arc semblable à celui de la « ville latino-américaine », « du modernisme *desarrollista* des années 1940 et 1950 jusqu'au populisme tiers-mondiste des années 1970 », *ibid.*, p. 86.

La batterie de thèmes abordés a inclus les questions du rôle des grandes villes dans l'organisation du territoire national (primatie, macrocéphalie) et les débats sur leurs effets négatifs en relation avec les politiques de décentralisation (réseau de villes, « pôles de développement »). Dans les années 1950 et plus spécialement dans les années 1960, avec l'appui explicite de l'Alliance pour le progrès, la réforme agraire est vue non plus comme une consigne maximaliste mais comme une voie réformatrice qui, combinée à la réforme urbaine, permettra de réaliser une seule et même politique active visant à forger un territoire national plus homogène (c'est dans cette optique que la réforme agraire a été engagée au Chili par le gouvernement démocrate-chrétien de Eduardo Frei). Les outils et méthodes disciplinaires utilisés pour aborder ces questions territoriales décrivent, dans la première phase de ce cycle, un arc de cercle allant d'une planification régionale, dans la droite ligne de l'expérience de la Tennessee Valley Authority (l'aménagement de la vallée du Tennessee réalisé sous le *New Deal* rooseveltien avait encore une puissante influence), jusqu'à l'hégémonie croissante des techniques beaucoup plus sophistiquées du point de vue théorique de l'économie spatiale de l'école de Isard et Alonso ou encore de la théorie des pôles de développement formulée par François Perroux, les deux courants les plus consacrés. Le ton de ces débats est, dès le début, franchement anti-métropolitain et décentralisateur. C'est seulement vers la fin des années 1960 et au début des années 1970, que des voix peu nombreuses s'élevèrent pour avancer l'hypothèse de la grande « efficacité », selon les termes de l'économie spatiale, qu'avaient pu avoir les grandes villes d'Amérique latine.

En effet, dans le cadre théorique et culturel du développementalisme, aux attendus peu concordants – fonctionnalo-structuralisme, planification régionale et économie spatiale – les villes de la région étaient perçues avec une certaine ambiguïté, oscillant entre l'espoir et la méfiance, à la fois comme les pièces maîtresses d'un courant d'idées et de style de vie qui allait libérer l'Amérique latine des chaînes du traditionalisme et du sous-développement, en incorporant les grandes masses de population rurale aux nouveaux modes économiques, sociaux et politiques de la vie moderne et en même temps comme de monstrueux organismes parasites qui suçaient toute la sève vitale de l'*Interior* de nos pays. On peut aussi lire cette tension comme un mélange inconscient opéré entre, d'une part, les principales certitudes de la planification et de la sociologie urbaine de l'époque (dont le modèle idéal était celui de l'urbanisation classique européenne, avec sa myriade de petites et moyennes villes distribuées régulièrement sur un territoire homogène, en contraste avec les grandes villes et les vastes zones dépeuplées, typique de la configuration urbaine latino-américaine depuis la colonisation), et d'autre part, la longue tradition des essais d'interprétation nationale, de *La Cabeza de Goliath* de Ezequiel Martínez Estrada dans les années 1930 à *Lima la horrible* de Augusto Salazar Bondy, dans les années 1960.

Très schématiquement, ce sont les thèmes et les positions qui furent abordés dans la phase de formation du cycle qui va *grosso modo* des années

1950 à la fin des années 1960. On pourrait dire que c'est justement par son caractère formateur (énonciation des problèmes, création de concepts et d'institutions) que cette période a été la plus féconde. Mais comme il ne pouvait pas ne pas en être autrement compte tenu de l'intensité politique de l'agenda urbain, la période fut traversée par des crises et des changements de paradigmes. Les conflits qui caractérisèrent la seconde phase du cycle doivent être compris comme la résultante dialectique de la première. C'est précisément cette dialectique qui nous permet de comprendre l'ensemble de la période comme un cycle « unitaire », au point que tout se passe au sein des mêmes institutions et, en grande partie, entre les mêmes protagonistes. L'itinéraire théorico-politique de la CEPAL ou de la SIAP, ou de centres de recherche comme le CENDES au Venezuela, du Centre d'études urbaines et régionales (CEUR) en Argentine ou du Centre de recherches en développement urbain (CIDU) au Chili, sont des exemples incontournables. Revenons de nouveau à Jorge Enrique Hardoy, en raison de sa capacité à « condenser » le climat de l'époque ; à peine neuf ans après son brûlant plaidoyer développementaliste, il écrivait avec Oscar Moreno en 1974 : « Dans le développement du système capitaliste, il n'est pas possible de penser que les groupes oppresseurs et les groupes opprimés se rejoignent sur les objectifs et les résultats des politiques nationales d'urbanisation, ni sur des projets de société future dont les processus de réforme agraire et urbaine font partie »¹⁷.

Comme nous l'avons dit précédemment, le processus de révision avait déjà commencé dans la première phase du cycle, au début des années 1950, face à l'évidence que certains postulats théoriques cantonnaient la réalité de l'urbanisation latino-américaine au registre de la pathologie. Ceci est clair dans les textes de Gino Germani ou de Philip Hauser qui, chacun à sa manière, avertirent des limites de la capacité explicative de notions telles que « sur-urbanisation » ou « primarisation » ou encore de la dichotomie « traditionnel/moderne ». Non pas que ces notions ne participaient pas à la vision critique de ces phénomènes (déphasage entre les taux d'urbanisation et les taux d'industrialisation, domination des grandes villes dans le territoire national au regard de l'idéal de réseaux urbains articulés, poids de la culture rurale dans l'extension du secteur marginal dans les services urbains), mais parce qu'ils comprirent que, adossées à ces cadres théoriques, ces notions finissaient par caractériser la ville latino-américaine comme une pathologie, comme une déviance par rapport à la norme dictée par la modernisation occidentale.

Cependant, la prise de distance progressive due à la recherche de catégories et d'explications spécifiques dériva, dans les années 1960, vers un complet retournement des certitudes modernisatrices, à mesure que l'idée de développement était remplacée par celle de dépendance. De telle sorte que, si le premier mouvement de révision avait mis en lumière les incompatibilités entre la théorie de la modernisation et l'urbanisation

17. Jorge Enrique Hardoy y Oscar Moreno, « Tendencias y alternativas de la reforma urbana », *Desarrollo Económico* 52, Buenos Aires, jan-mai 1974, p. 647.

latino-américaine dans son cheminement vers le développement, le second mouvement cherchait au contraire à prouver que dans les conditions de dépendance, l'urbanisation était un des facteurs de sous-développement et contribuait à le perpétuer.

Ce n'était pas seulement les formes de compréhension mais aussi les valeurs attribuées à la ville et à la modernité qui commençaient à être mises en question. Ceci apparaît clairement dans les travaux du péruvien Aníbal Quijano, un des principaux théoriciens de l'« urbanisation dépendante », qui a conduit ses recherches dans la seconde moitié des années 1960, au sein de la CEPAL, cette fabrique de grandes « vagues théoriques » qui ont alimenté le cycle complet de la « ville latino-américaine ».¹⁸

Le passage du développement à la dépendance entraîne aussi un changement de paradigme, du structuralo-fonctionnalisme et de la sociologie de la modernisation (d'origine « panaméricaine » pour ainsi nommer cette combinaison de sociologie nord-américaine et de structuralisme cépalien), au structuralisme marxiste (en général althussérien) de la sociologie française, marqué par la figure montante de Manuel Castells, dont la présence dans la ville de Santiago à la veille de l'expérience de « la voie chilienne vers le socialisme » fut décisive. Castells avait commencé à voyager à Santiago en 1968, tout d'abord comme invité de la FLACSO et du CIDU, centre de l'université catholique, puis comme assesseur dans le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973).¹⁹

Mais si Santiago est un lieu important en 1968 c'est parce que, pendant les trente années précédentes, des politiques actives de planification du territoire avaient été mises en œuvre au Chili. A partir de 1939, dans une large mesure à cause des nécessités de la reconstruction après le tremblement de terre de Chilán, le gouvernement du front populaire de Pedro Aguirre Cerda entreprit une série de politiques développementalistes, comme la création de la Corporation de développement de la production (la CORFO est antérieure de quelques années à celle du Venezuela, qui aura la même organisation et la même représentation tripartite : État/entrepreneurs/ouvriers). La CORFO a mis en place dans la première moitié des années 1940 un « Plan d'électrification » national qui entraîna la construction de toute une série de centrales hydroélectriques et thermiques (en 1944 est créée l'entreprise nationale d'électricité ENDESA), un plan de prospection et d'exploitation des gisements pétroliers ainsi que la création d'entreprises sidérurgiques et du groupe minier CAP en 1946. Ce type de politique active déboucha dans les années 1950 et 1960 sur d'importantes réformes, agraire et urbaine, soutenues par les gouvernements de différents bords.

18. Cf. synthèse des principaux travaux de Aníbal Quijano sur l'« urbanisation dépendante » in *Dependencia, urbanización y cambio social en América Latina*, publiée par la CEPAL en 1967 et puis éditée en livre en 1977 par les Éditions Mosca Azul de Lima.

19. A partir de cette expérience, Castells a écrit, entre autres, «Urbanización, desarrollo y dependencia», qui constitue le chapitre 3 de son livre le plus influent : *La cuestión urbana*, dont la première édition a été publiée en français en 1972.

En 1962, le gouvernement conservateur libéral de Jorge Alessandri a créé la Corporation de la Réforme agraire, et surtout, à partir de 1964, le gouvernement démocrate-chrétien de Eduardo Frei, répondant à une conception étatique de la planification, convertira le pays en principal laboratoire de la planification occidentale.

Une donnée institutionnelle, qui souligne la centralité des thèmes urbains et territoriaux dans cette conception de la réforme, est qu'en 1965 le gouvernement national a créé, comme il en existait peu dans le monde, un Ministère du logement et de l'urbanisme. De fait, la concentration des institutions publiques et privées dédiées à la planification à Santiago, jusqu'au milieu des années 1960, est un point fondamental. Santiago a ainsi naturellement abrité le siège central de la CEPAL et de l'ILPES (Institut latino-américain de planification économique et sociale) où ont été dictés les cours de planification régionale du développement et où se sont formés et socialisés les principaux experts de l'Amérique latine des différents courants de la pensée latino-américaine comme Raul Prebisch, José Medina Echavarría, Albert Hirshmann, Fernando Henrique Cardoso, Celso Furtado, Osvaldo Sunkel, Anibal Quijano, etc. La Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) et le Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) avec leurs commissions « de développement urbain et régional », la mission Ford dirigée par John Friedmann, et dont le siège était situé dans le CIDU, dans la seconde moitié des années 1960 s'y trouvaient également. Le rôle des missions nord-américaines dans la planification territoriale au Chili devrait être un chapitre à part car en quelques années trois études commandées par la Mission des Opérations Economiques des Etats-Unis au Chili ont été réalisées: la Mission Horwitz en 1959, la Mission Violich en 1960 et la Mission Parker en 1962. Au niveau universitaire, l'Institut du logement, de l'urbanisme et de la planification (VULPLAN) de la faculté d'architecture de l'Université du Chili, dès 1964, a commencé à organiser des cours de master en planification urbaine et régionale. Au cours des années 1960, le CIDU de l'université catholique a connu un important processus de politisation. Ceci peut donner une certaine idée de la manière dont les expériences et les débats se sont accumulés durant toute la décennie 1960, au moment de l'ascension de Salvador Allende quand, comme dans tant d'autres secteurs, les thèmes de la réforme urbaine et agraire se radicalisèrent.

Deux importantes réunions internationales qui se sont réalisées au Chili permettent de bien saisir le changement de climat théorique et idéologique qui s'est produit à cette époque, au niveau des thèmes urbains et territoriaux: 1) le « séminaire sur les problèmes d'urbanisation en Amérique latine » en 1959 à Santiago du Chili organisé par Philipp Hauser pour les Nations-unies, avec la participation de personnalités reconnues de la première génération d'experts, Gino Germani, Matos Mar, Medina Echavarría, Ahumada, Luis Dorich, Andrew Pearse qui y présentèrent leurs premières recherches; et 2) le « séminaire sur la planification régionale et urbaine » en 1972 à Viña del Mar, organisé par l'ILPES et l'ILDIS (institut latino-américain de recherches sociales, filiale de l'institut de la Friedrich

Ebert Stiftung de Bonn), avec la participation des experts de la deuxième génération, déjà critiques des présumés *desarrollistas* : José Luis Coraggio, José Ramon Luasén, Carlos de Mattos, Eduardo Neira, Alejandro Rofman.²⁰

Cependant, l'intensification de l'expérience réformiste chilienne qui culmine avec l'expérience singulière du socialisme conduite par Allende explique, entre autres, que le coup d'état militaire d'Augusto Pinochet en septembre 1973, en plus de sa signification politique et de sa cruelle réalité (mais aussi justement pour cela) soit l'évènement qui avec la force du symbole marque le début de la fin de la splendeur latino-américaine, la saison finale des « 14 années prodigieuses », selon les termes de Claudia Gilman qui avaient commencé avec la Révolution cubaine.²¹

Curieusement, les événements extrêmes qui caractérisent cette phase mettent face à face les deux laboratoires les plus importants d'Amérique latine sur les thèmes urbains et régionaux durant ces années : le Chili et Cuba. Parce que la Cuba révolutionnaire a aussi expérimenté dans les années 1960 une intense politique de planification régionale modernisatrice et partagée les objectifs de la planification en vigueur dans tout le continent latino-américain, focalisée sur la répartition homogène des petits et moyens centres de peuplement. Le retentissement du processus de décentralisation de La Havane au bénéfice des petites et moyennes villes en est un bon exemple, mais avec une caractéristique qui sera décisive pour le développement de ce thème dans les années suivantes. La décentralisation de la Havane a eu la capacité de combiner les certitudes techniques de la planification qui parcourent tout le cycle sur l'ensemble du continent, emprunte d'une indéniable matrice réformiste et anglo-saxonne, avec des valeurs politiques beaucoup plus spécifiques de la Révolution cubaine, notamment sa méfiance à l'égard de la ville capitaliste, incarnation de

20. Cfr. Philip Hauser (edit.), *La urbanización en América Latina, op. cit.* ; et ILPES, *Planificación regional y urbana en América Latina, Siglo XXI editores, México, 1974.*

21. Cf. Claudia Gilman, *Entre la pluma y el fusil. Debates y dilemas del escritor revolucionario en América Latina, Siglo XXI editores Argentina, Buenos Aires, 2003, p. 35.* Le livre de Gilman est absolument incontournable pour l'analyse culturelle de cette « seconde phase » du cycle que nous étudions, tant pour le contenu de ses recherches sur la formation d'un réseau d'intellectuels révolutionnaires en Amérique latine, que pour sa perspective de l'étude de « l'intellectuel latino-américain » analogue à la nôtre. Pour Gilman, « *lo latinoamericano* » n'est pas une donnée de la réalité, mais un horizon problématique qui se constitue avec la force de la réalité dans certaines conjonctures par l'action des sujets collectifs qui misent sur son existence. Quoi qu'il en soit, il convient de signaler qu'en raison de l'expérience littéraire sur laquelle se fonde son analyse sa périodisation diffère de la nôtre. Elle définit comme « époque » les années qui vont de 1959 à 1973 (en dehors de la partition classique par décennie), marquées par le climat révolutionnaire, tandis que pour nous il est fondamental de comprendre le caractère unitaire du cycle qui commence bien avant, dans l'après seconde guerre mondiale et qui décrit un arc complet qui va du réformisme *desarrollista* à la révolution.

la culture et de l'idéologie du régime déchu et dernier bastion social à conquérir par une révolution issue du *monte* et des campagnes.

Ce qui est certain, c'est que la fin abrupte de l'expérience réformiste chilienne au regard de la poursuite réussie (de ce point de vue) de l'expérience cubaine, dans le contexte de radicalisation idéologique de tout le continent, a eu des conséquences importantes. Tout d'abord, celle de cristalliser la conviction, qui s'était déjà généralisée, qu'il n'y avait pas de réforme urbaine ou territoriale possible dans le système capitaliste : le changement politique devait précéder les changements dans les relations entre société et territoire, et tout ce qui inversait cet ordre était condamné à l'échec. La deuxième conséquence, découlant de la primauté du politique, a été d'empêcher la révision des idées sur la ville et le territoire. Si la même réforme avec des postulats théoriques quasi identiques pouvait triompher à Cuba et échouer au Chili, les erreurs ne résidaient pas dans les outils de la planification mais dans la politique. De plus, ceci a eu un poids fondamental dans la définition même du rôle du planificateur. Ce dernier est devenu dans les forums internationaux le propagandiste d'une planification impossible et le critique du réformisme qui avait prétendu changer les structures du système capitaliste à partir d'un savoir technique. Aussi, durant plus d'une décennie en Amérique latine, le débat théorique sur la planification urbaine et régionale s'est trouvé gelé, au moment même où il commençait à prendre force en Europe. La troisième conséquence a été de consolider l'idée que la révolution viendrait des campagnes. La perte de confiance dans le développement avait signifié dans les années 1960 une perte croissante de confiance dans la capacité de l'État capitaliste à promouvoir le changement et la ville devenait son principal agent. Le contraste entre les expériences chilienne et cubaine semblait abonder dans ce sens. L'ambiguïté de la première génération des professionnels à l'égard de la grande ville était déjà une constante dans la pensée sociale. Cette vision critique de la ville ne visait pas seulement la concentration économique et les disparités régionales, sinon le rôle même de la ville comme agent social de la reproduction du système capitaliste et de ses classes moyennes comme facteur contre-révolutionnaire.

Aussi, la fin sans retour du réformisme vient confirmer toute une ligne de pensée déjà présente en filigrane dans les sciences sociales, qui avait décrété l'échec du projet développementaliste, c'est-à-dire d'une rencontre vertueuse entre l'État, les experts et les demandes sociales. Dès lors, après avoir été au centre de toutes les disciplines, le planificateur ne trouve plus d'interlocuteurs, non seulement parce que, entre temps, dans plusieurs pays, les dictatures l'avaient emporté sur les démocraties, mais surtout parce fondamentalement, cela avait mis en évidence le vrai visage du pouvoir. « Les classes et les groupes qui – comme le signalait Marcos Kaplan en 1970 – auraient dû être intéressés par le développement, le changement, la démocratisation, la modernisation, l'autonomie externe, paraissent manquer de maturité, de caractère organique, de dynamisme

et de volonté pour imposer les transformations structurelles nécessaires »²². Et c'est alors que l'on change la proposition d'action, de l'expertise à la critique. Ainsi les planificateurs aspireraient à collaborer avec un autre mode d'action, populaire, massive, la seule qui apparaisse alors comme valide. On peut dire que de ce changement est née la sociologie urbaine comme critique de l'idéologie planificatrice.

Dans ce cadre et malgré certaines nuances dans le discours dominant, qui balançait entre l'économicisme aseptisé de la « science spatiale » et l'économicisme politisé des différents courants marxistes, le climat de remise en cause des valeurs de la ville et de la modernité donna force, dans la culture urbaine, aux visions populistes issues de la théorie de la dépendance.²³ Plus que comme l'apparition de nouvelles catégories, il est possible de l'apprécier comme un processus de mutation de certaines catégories qui commençaient à désigner des positions nettement différentes. Nous avons déjà vu ce changement, à travers la notion de décentralisation, de son ambiguïté initiale quant aux conséquences de la concentration urbaine jusqu'à la critique radicale de la ville, de ses valeurs et de sa culture. Un autre cas similaire est celui de la « culture de la pauvreté ». Comme nous l'avions vu, encore avec Oscar Lewis, dans le cadre du débat interne au fonctionnalisme, la culture de la pauvreté se présentait comme la reconnaissance d'un instrument plus adéquat que l'acculturation pour favoriser l'adaptation des migrants à la ville et passer de la société traditionnelle à la société moderne. Les caractéristiques de la société villageoise, comme la famille élargie, que la théorie du continuum rural-urbain voyait comme des handicaps que les migrants devaient, dans la grande ville, abandonner pour parvenir à une intégration réussie, apparaissaient dans la culture de la pauvreté comme les garants incontournables de cette intégration. Ce qui signifie que l'objectif de l'intégration était encore partagé par les différentes positions. En revanche, au début des années 1970, la « culture de la pauvreté » commence à désigner une culture autre, capable d'offrir une alternative globale aux valeurs bourgeoises de la civilisation occidentale ; elle cherche à instaurer une nouvelle culture comme valeur autonome et radicale, comme incrustation subversive d'éléments irréductibles de ruralité en contexte métropolitain, comme une contradiction dialectique inhérente à la grande ville. Et cette idée a eu un impact sur la manière de penser les politiques de logement populaire. Dès la fin des années 1960, on avait commencé à critiquer, pour des raisons avant tout pragmatiques, les grands plans développementistes d'éradication des populations « marginales » pour les reloger dans les nouveaux grands ensembles en construction (c'est-à-dire à assumer l'impossibilité *de facto* de « remplacer »

22. Marcos Kaplan, « Prólogo » (1970) dans J.E. Hardoy, *Las ciudades en América Latina*, op. cit., p. 19.

23. Une exception importante est celle de Paul Singer, qui depuis des positions marxistes orthodoxes, a engagé un des débats les plus intéressants, à partir des arguments de Quijano et Castells; Cf. *Economia política da urbanização*, Editora Brasiliense / Edições Cebrap, São Paulo, 1975 (tout spécialement le chapitre « Urbanização, dependencia e marginalidade na América Latina »).

par des logements neufs les zones d'habitat précaire déjà consolidées). Mais au début de la décennie 1970, cette critique pragmatique se transforme en une lecture positive (avec une grande dose de romantisme) des quartiers marginaux comme « nouveau modèle de ville », incarné par les tracés labyrinthiques des *villas miseria*, *favelas* ou *poblaciones callampas*.²⁴

L'échec de la volonté de réforme urbaine, la taudification des centres historiques, la décadence de l'espace public, caractéristiques « typiques » de la ville latino-américaine, inverseront les motifs de célébration, parce que ces caractéristiques montraient, noir sur blanc, le vrai rôle de la domination jouée par la ville dans l'histoire du continent, comme le soutiendra Richard Morse, un des plus lucides propagandistes du populisme culturel latino-américain.²⁵ Il s'agissait de célébrer que « pour la première fois depuis la conquête européenne, la ville ne représentait plus un bastion étranger enclavé dans le monde rural, ni ne constituait un centre de contrôle sur lui : la Nation a envahi la ville ».²⁶

LA FIN D'UN CYCLE

La ville de Morse, qui renvoie au long cycle de la ville latino-américaine depuis la Conquête pour rendre intelligible les processus urbains actuels, montre l'importance du rôle joué par l'histoire urbaine dans la constitution du cycle de la « ville latino-américaine », comme une des disciplines sociales et humaines qui se sont adaptées au programme planificateur. Mais le nom de Morse, en particulier, est encore plus représentatif du cheminement général de l'ensemble du cycle. Morse fut partie intégrante du premier contingent des *scholars* nord-américains qui s'est consacré à l'étude de

24. Ces discussions affleurent déjà dans la production théorique d'un des architectes les plus influents dans la révision latino-américaine sur le logement, l'anglais John Turner, une des figures qui a promu l'expérience du PREVI-Lima. Cf. John Turner, "Problemas del habitat. Soluciones administrativas y soluciones populares", *Cuadernos Summa – Nueva Visión* N° 29, Buenos Aires, junio 1969. Voir l'accent mis par des auteurs comme Castells, sur la capacité contestataire du mouvement des *pobladores* (occupants illégaux), à partir de l'exemple du Chili où les occupations de terre se radicalisèrent à la fin des années 60 et au début des années 70. Son analyse se présente comme une « rénovation » de la théorie marxiste et se centre sur la consommation et les acteurs des nouveaux mouvements sociaux, à la différence du traditionnel intérêt pour le monde du travail, Cf. Manuel Castells, « Movimiento de pobladores y lucha de clases en el Chile de la Unidad Popular », en Manuel Castells (comp.), *Estructura de clases y política urbana en América Latina*, Ediciones SIAP, Buenos Aires, 1974 (le volume rassemble des articles sur les mouvements de *pobladores* dans différentes villes d'Amérique latine).

25. Cf. C. Grignon & J.-C. Passeron, *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989.

26. Richard Morse, « Las ciudades como personas », en Jorge E. Hardoy y Richard Morse (comps.), *Nuevas perspectivas en los estudios sobre historia urbana latinoamericana*, IIED-GEL, Buenos Aires, 1989, pp. 75-76.

la ville latino-américaine à la fin des années 1940, quand il commença à travailler sur l'histoire de São Paulo. Morse a été dès le début de son métier d'historien un de ceux qui avec la plus grande clairvoyance, a compris la nécessité d'un fondement théorique de la « ville latino-américaine » comme la clef de son existence en tant qu'objet historico-culturel.²⁷ Il a parcouru de manière critique tout le cycle avec des positions qui sont systématiquement entrées en discussion avec les idées dominantes du monde de la planification et c'est au début des années 1970 qu'il a écrit ses trois livres les plus importants concernant les thèmes urbains.²⁸ Mais, dans les années 1980, il a presque entièrement abandonné dans ses écrits les thèmes de l'histoire et de la planification urbaines (bien qu'il occupa durant ces années la direction de la Commission du développement urbain et régional de la fondation Ford au Brésil), rejoignant ainsi la sensibilité anti-urbaine qui a fait disparaître le thème de la ville des agendas culturels à mesure que se produisait l'éclipse des préoccupations latino-américanistes.

Cependant, ce processus ne s'est pas produit de la même manière dans tous les pays de la région. À la différence de ce qui s'est passé tout particulièrement dans le Cône sud, les thèmes urbains ont connu au Mexique, dans la seconde moitié des années 1970 et les années 1980, leur moment de splendeur. Toute une série d'innovations institutionnelles articulées entre elles (en particulier la Loi Générale des Etablissement Humains de 1978 en relation avec la Conférence de Vancouver sur les établissements humains,

27. Cf. Recherche de doctorat sur São Paulo, la 1^{re} édition en 1954, en portugais, en version mimeo; publiée en anglais en 1958 sous le titre *From Community to Metropolis: a Biography of São Paulo*; Enfin, en 1970, Morse établit une nouvelle édition brésilienne, avec de nouveaux chapitres (introduction, premier chapitre et conclusion) qui est une analyse des avancées de la théorie sociale et urbaine des quinze dernières années, *Formação histórica de São Paulo (da comunidade à metrópole)*. Ce travail se démarque des « biographies de villes » et le place au cœur du débat intellectuel pauliste ouvert par le texte liminaire de Antônio Cândido (*Formação da literatura brasileira*), un des interlocuteurs décisifs de Morse. Sa préoccupation pour donner un fondement historique à une théorie de la ville latino-américaine est déjà présente dans son intervention, « La ciudad artificial », *Estudios Americanos*, XIII, 67-68, Sevilla, avril-mai 1957, issu du commentaire de la session « Expansión urbana en la América Latina durante el siglo XIX » lors de la 71^e réunion de l'American Historical Association, en décembre 1956. Pour un développement de ces thèmes, Cf. Adrián Gorelik, « Richard Morse y la 'ciudad latinoamericana': apogeo y decadencia de un ciclo », *Relea* N° 20, CIPOST-UCV, Caracas, jul-déc. 2004.

28. Les trois livres sont : la réédition augmentée de sa thèse sur São Paulo *Formação histórica de São Paulo (da comunidade à metrópole)*, Difusão Européia do Livro, São Paulo, 1970 (dans la collection « Corpo e alma do Brasil » dirigée par Fernando Enrique Cardoso); *La investigación urbana latinoamericana: tendencias y planteos*, Ediciones SIAP, Buenos Aires, 1971 (édition de deux textes, un de 1965 et l'autre de 1971 qui fournit l'analyse la plus complète et fine de toute la recherche urbaine réalisée tout au long de ce cycle que nous venons de présenter; et *Las ciudades latinoamericanas* (2 volumes), SEP, México, 1973 (le premier volume présente un recueil de ses principaux articles et le second une série d'études de différents auteurs sur des villes d'Amérique latine).

et la création du système national de planification durant les sexennats de Luis Echeverría et José López Portillo), ont généralisé la nécessité de la pratique de la planification et créé un marché du travail énorme pour les praticiens; l'exil intellectuel et professionnel en provenance des pays du Cône sud d'une quantité de spécialistes des thèmes urbains formés dans l'expérience du « cycle latino-américain », qui fuyaient les dictatures, ont rencontré dans les centres de recherche spécialisés un accueil hospitalier, et la consolidation de ces centres comme la création de nouveaux centres ont permis d'institutionnaliser les études de doctorat sur les thèmes urbains et régionaux.²⁹ Cependant, il ne s'y est pas produit une nouvelle configuration théorico-idéologique, mais plutôt un lieu de refuge de ce qui avait été fait dans le dernier moment du cycle latino-américain, (fortement marqué par la vision marxiste-dépendantiste et la figure du planificateur critique qui lui était associée), qui dans les conditions particulières de l'étatisme mexicain a réussi à créer un milieu propice à sa survie, dans les conditions politiques et professionnelles qui lui avaient donné sens. A cet égard, il faut souligner que le changement de ces conditions ne fut pas un problème exclusivement latino-américain – pas plus que ne l'était le latino-américanisme – sinon le produit d'un effondrement multiple dans la première moitié des années 1970: la fin de l'idée de révolution (qui entraîne avec elle les catégories d'Amérique latine et de Tiers-monde) et de l'idée de planification (emportée par la chute conjointe de l'État-providence et du socialisme).

Ainsi quand dans les années 1980 commence un nouveau cycle de la pensée sociale sur la ville, en étroite relation avec les processus de rénovation post-planification qui avaient lieu en Europe depuis les années 1970, la rupture épistémologique est radicale. D'une part, parce que la dimension latino-américaine n'est plus du tout au centre des réflexions sur la ville, mais d'autre part parce que ce nouveau cycle s'attache tout spécialement à redéfinir la question de la modernité en de nouveaux termes et cherche à le faire à partir de disciplines qui rompent avec l'ancienne domination de la planification et de la sociologie – comme la science politique, la communication et la critique littéraire – et avec une série de catégories étrangères à la tradition: espaces publics, imaginaires urbains, etc. Il s'agit d'approches d'un grand intérêt, mais qui n'ont pu d'aucune manière nouer le dialogue avec l'école de pensée antérieure. Ainsi s'est constitué un nouveau substrat sur lequel se développe l'actuel essor des études sur la ville, dominé par les études culturelles et littéraires, partant d'une méconnaissance totale du cycle précédent, laissant pour morte et enterrée cette immense tentative critique et collective de production d'une théorie et d'une culture de la « ville latino-américaine ». Aussi, les limites que nous mentionnions au début quant à notre compréhension actuelle de la « ville latino-américaine » et de l'idée même de culture urbaine latino-américaine peuvent s'expliquer par les ruptures successives de l'expérience

29. Cf. Gustavo Garza, *Cincuenta años de investigación urbana y regional en México, 1940-1991*, El Colegio de México, México, 1996.

historico-culturelle latino-américaine. Curieusement, la réintroduction des thèmes de la ville et de la modernité en Amérique latine s'est faite à partir de la méconnaissance de ce qui lui aurait donné un sens spécifique : le processus d'expérimentation et de débat qui amena la culture urbaine de sa pleine confiance en la modernité à son rejet le plus complet.

*Traduction de l'espagnol (Argentine)
par Marie-France Prévôt-Schapira*